

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/59/Rev.1

17 septembre 1996

(96-3630)

**Conseil du commerce des marchandises
19 septembre 1996**

Original: anglais

ARRANGEMENTS COMMERCIAUX FRANCO-MAROCAINS

Prorogation de dérogation

Décision du ...

Révision

Notant que, suite à une demande du gouvernement français, les PARTIES CONTRACTANTES sont convenues, par une Décision du 19 novembre 1960¹, qu'il serait dérogé pour une période illimitée aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord général, dans la mesure nécessaire pour permettre à la France d'appliquer des contingents tarifaires à droits nuls à un certain nombre de produits originaires de parties du territoire du Royaume du Maroc non visés par les dispositions des paragraphes 2 et 4 de l'article premier du GATT de 1947 (maintenant le GATT de 1994);

Notant que, conformément au paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994 (ci-après dénommé "le Mémoire d'accord concernant les dérogations"), toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC (ci-après dénommé "l'Accord sur l'OMC") prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément aux procédures énoncées au paragraphe 1 du Mémoire d'accord concernant les dérogations et à celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court; que la dérogation relative aux accords commerciaux franco-marocains susmentionnés (ci-après dénommée "la dérogation") prendra donc fin le 31 décembre 1996, à moins qu'elle ne soit prorogée;

Prenant acte de la demande² présentée par les Communautés européennes, conformément au paragraphe 1 du Mémoire d'accord concernant les dérogations et au paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, afin que la dérogation soit prorogée jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord euroméditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, ou jusqu'au 31 décembre 1997, si ce délai est plus court;

Tenant compte de la Décision de 1979 relative au traitement différencié et plus favorable, à la réciprocité et à la participation plus complète des pays en voie de développement;

Considérant les liens traditionnellement étroits entre la France et le Maroc et l'objectif de ces arrangements commerciaux franco-marocains, qui est de faciliter le développement rationnel de

¹IBDD, S9/39.

²G/L/109.

l'économie marocaine, d'une manière conforme aux objectifs de l'OMC, et non d'élever des obstacles indus ou de créer des difficultés indues au commerce des autres Membres de l'OMC;

Notant que les circonstances exceptionnelles justifiant la dérogation existent toujours et que les Communautés européennes ont donné des assurances selon lesquelles, lorsque la demande leur en sera faite, elles engageront sans tarder des consultations avec tout Membre de l'OMC intéressé à propos de toute difficulté ou question qui pourrait surgir du fait de la prorogation de la dérogation;

Notant que la dérogation initiale n'était assortie d'aucune condition ni modalité; que les conditions et modalités habituelles des dérogations devraient donc être énoncées; que, toutefois, un rapport annuel au Conseil général n'est pas nécessaire, puisque la dérogation est prorogée pour un an au plus;

Notant que cette demande a été présentée par les Communautés européennes sans préjudice de leur droit de demander une reconduction de la dérogation d'ici à la fin de 1997, si cela se révélait nécessaire;

Les Membres, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations et des paragraphes 3 et 4 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décident ce qui suit:

1. Sous réserve des conditions et modalités énoncées ci-après, la dérogation relative aux arrangements commerciaux franco-marocains accordée en vertu du paragraphe 1 de la Décision des PARTIES CONTRACTANTES du 19 novembre 1960³ (ci-après dénommée "la dérogation") est prorogée jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord euroméditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, ou jusqu'au 31 décembre 1997, si ce délai est plus court. Cette décision est sans préjudice du droit des Communautés européennes de demander une reconduction de la dérogation, si cela se révélait nécessaire.
2. Les contingents tarifaires à droits nuls appliqués en vertu de la dérogation aux importations en France de produits originaires de parties du territoire du Royaume du Maroc non visés par les dispositions des paragraphes 2 et 4 de l'article premier du GATT de 1994 ne seront pas conçus pour élever des obstacles ou créer des difficultés indues au commerce des autres Membres.
3. Les Communautés européennes notifieront sans tarder au Conseil général toute modification apportée à l'application de ces contingents tarifaires à droits nuls.
4. Les Communautés européennes, lorsque la demande leur en sera faite, engageront sans tarder des consultations avec tout Membre intéressé à propos de toute difficulté ou question qui pourrait surgir du fait de la prorogation de la dérogation; lorsqu'un Membre considérera qu'un avantage résultant pour lui du GATT de 1994 risque d'être ou est indûment compromis du fait de cette prorogation, ces consultations porteront sur les mesures qu'il serait possible de prendre en vue de régler la question de manière satisfaisante. La présente décision n'affecte en rien les droits des Membres définis dans le Mémoire d'accord concernant les dérogations découlant du GATT de 1994.

³IBDD, S9/39.